

essai

Devant l'horreur... les camps de concentration

José María Naharro-Calderón

Le deuxième attentat terroriste islamiste de masse qui s'est produit dans la ville de Paris le 13 novembre 2015 coïncide tragique et symboliquement avec la conclusion de cette revue sur le livre que Bernard Sicot vient de publier sur *Djelfa 41-43: un camp d'internement en Algérie*. Paris: Éditions Riveneuve, 2015. 443 pp. Djelfa fut un de ces multiples camps du mépris auxquels s'est référé le premier ministre français Manuel Valls le 17 de octobre passé pendant l'inauguration du *Mémorial du Camp de Rivesaltes*. Dans ce dernier, se sont concentrés pendant la période 1940-42, entre autres, des Espagnols, des Gitans et des Juifs, avant la déportation des derniers vers l'extermination d'Auschwitz. À Djelfa furent déportés entre 1941 y 1942 plus d'un milliard et demi d'antifascistes depuis los camps de concentration métropolitains y d'autres endroits de l'Afrique coloniale française. À Djelfa, ils furent soumis à un régime brutal de concentration et travaux forcés. Là-bas, environ huit cents prisonniers restèrent encore concentrés au delà du débarquement allié en novembre de 1942 jusqu'à leur départ pour le combat mondial ou le transfert de trois cents en juin de 1943 au camp de concentration de Berrouaghia.

Dans cette publication, l'auteur a fabriqué une thèse dite *objective*, par exemple : « en ce qui concerne les conditions de vie et de travail [des camps], toute tentative d'en réduire le degré de difficulté serait certainement mal venue, mais à l'inverse, vouloir en généraliser l'extrême pénibilité, inhumaine selon certains, est sans doute abusif » (28). Sicot donc se réfère a travers son travail de recherche très exhaustif dans les archives, publications et témoignages, à une amalgame fautive de la part *d'historiens*, lesquels faisaient des témoignages des prisonniers espagnols essentiellement « la part belle » (67). C'est le cas notamment de celui qui persiste et signe ici, qui situe la réalité des camps français du côté de l'inhumain *ergo* concentrationnaire, que Sicot recuse. Des fois, il est même magnanime : « On peut comprendre que certains auteurs soient tentés par l'amalgame » (32). Quant à Sicot, lui il est « à la recherche de l'objectivité [qui] doit primer et l'on a du mal à comprendre [par exemple] qu'Hadjerat M'Guil soit assimilé à un camp d'extermination, comme c'est parfois le cas » (32). Tout ceci même quand Sicot ajoute lui même que les réalités d'Hadjerat M'Guil comme « les décès ne sont pas dus principalement, contrairement à ce qui se passait dans les camps [sic], à des questions d'hygiène, de maladies mal soignées ou d'alimentation insuffisante mais aux coups et aux mauvais traitements » (33).

Pour finalement y enfoncer le clou de son révisionnisme défaisseur de torts *concentrationnaires*, Sicot a fini par manipuler notamment et amplement deux de mes citations pour déclarer que j'ai « banalis[é] le génocide des juifs » (275) et que je me suis laissé « aller à un amalgame impossible entre camps français d'internement, camps nazis de concentration et camps d'extermination » (274). Ces propos ont été repris par l'auteur de la préface, Christian Phéline (9), qui remarque « donc à l'opposé de toute généralisation hâtive, par un scrupuleux exercice de microhistoire [Sicot] contribue à la politique de relégation 'à la française' – de ces camps sans charniers ni fosses communes [sic] » (9).

Au contraire, celui qui persiste et signe ici a toujours travaillé dans une longue lignée de publications qui font autorité, appuyées par plus de vingt ans de recherches, et affirmé que les camps français et autres (espagnols, etc.) étaient des vases communicants avec d'autres camps, comme les nazis, les soviétiques, etc.¹ Pour

¹ Je cite des idées similaires dans une de mes premières publications sur ce sujet, présentée à l'Université Autonome de Barcelone en décembre 1995 et publiée en 1998, et donc longuement établie. M. Sicot doit la connaître, si ce n'est à travers son éditeur, le Prof Manuel Aznar, de l'Université Autonome de Barcelone, invité à l'Université de Nanterre. «No hay efectivamente nada de radicalidad en las expectativas monstruosas de totalitarismos exterminatorios como los franquistas, hitlerianos o estalinianos u otros compañeros de viaje. Ese mal es banal en sus objetivos, en sus estrategias, en sus manifestaciones. Es precisamente esa banalidad demoníaca la que dictadores y acólitos esgrimen hoy para justificar el olvido de sus crímenes ya que según ellos todos llevamos dentro al monstruo posible. Pero nunca puede haber banalidad en nuestra percepción como lo señalaba Primo Levi porque sus orígenes y su jurisprudencia no son banales (cit. por Revault D'Allonnes 39). No hay en el antisemitismo hitleriano ninguna manifestación nueva que no repita, salvo en su simultaneidad masiva, los "progroms" medievales o las estructuras coloniales del imperialismo europeo. Al fin y al cabo es al ejército español de Weyler al que le incumbe el bochornoso precedente de los campos de concentración en la campaña de Cuba de 1896, basándose históricamente en el ejemplo de las encomiendas coloniales de servicio. Así el humanismo occidental ha adolecido de su típica ceguera estratégica al no poder reducir el fascismo y el Holocausto, no como una aberración única sino como una manifestación intrínseca y repetitiva de la violencia colonial. Fueron Aimé Césaire (Discours sur le colonialisme 10-11) y Franz Fanon (The Wretched of the Earth 101) los que mostraron que el fascismo simplemente era el colonialismo traído a Europa. Césaire desenmascara al Hitler que habita en el humanismo del siglo XX, el cual no condena al nazismo por la naturaleza de su crimen sino por la de sus víctimas: "ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le *crime* en soi, le *crime contre l'homme*, ce n'est pas l'*humiliation de l'homme en soi*, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'*humiliation de l'homme blanc*" (11). Y Sartre apuntó en la Critique de la raison dialectique que el racionalismo sólo sirvió para enmascarar las luchas que apuntaban las contradicciones del universalismo burgués (17) y en el prefacio al texto de Fanon mencionó que el occidente sólo se había humanizado gracias a la creación de esclavos y monstruos (26).

Por ello, la experiencia concentracionaria de los republicanos españoles en Francia participa de esa banalidad totalitaria que se conjuga con la violencia nazi pero que ante todo es producto de un mal aún más perverso. Su radicalismo ejemplifica los vasos comunicantes que hermanan totalitarismos a liberalismos. Nos recuerda Josep Fontana que "cuando nos horrorizamos por ello, como si fuese algo excepcional, olvidamos que los nazis actuaban con la misma lógica que sirvió en otros momentos para 'defender' al ciudadano europeo de los 'otros' -- herejes, brujas, campesinos rebeldes o revolucionarios" (144). Los atrapados entre alambradas no eran los supuestos "otros" chivos expiatorios del nazismo sino los "mismos" europeos de principios universales que los atrapadores, al menos retóricamente, conmemoraban en 1939 durante el ciento cincuenta aniversario de la Revolución. Además, el radicalismo del mal universal se acentúa cuando observamos que Francia es un país de una muy fuerte tradición migratoria desde el S. XIX ya que fue la nación europea con la mayor caída en su tasa de natalidad (Tiberghien 24). Francia sacralizó el derecho de asilo en su

défendre cette proposition, j'ai été près des réflexions théoriques d' Hannah Arendt sur l'élimination des droits chez les réfugiés (*The Origins of Totalitarianism*) et les propos de Primo Levi, par lesquels il a affirmé que la disparition de droits nous lancent sur la pente insondable du concentrationnaire : « Les Lager nazis ont été l'apogée, le couronnement du fascisme européen, sa manifestation la plus monstrueuse ; **mais le fascisme existait déjà avant Hitler et Mussolini, et il a survécu, ouvertement ou sous des formes dissimulées, à la défaite de la Seconde Guerre mondiale.** Partout où, dans le monde, on commence par bafouer les libertés fondamentales de l'homme et son droit à l'égalité, on glisse rapidement vers le système concentrationnaire, et c'est une pente sur laquelle il est difficile de s'arrêter. (Primo Levi « Si c'est un homme (1947) : Appendice 1976 » *Œuvres. Trad. Martine Schruoffeneger*. Paris, Robert Laffont, 2005, 146).²

Comme on le sait bien, au-delà de la déportation des Juifs, des Espagnols et d'autres ont fini dans le camp nazi de Mauthausen et semblables. À cause de l'enfermement de 1939 et pour sortir des camps français des plages d'Argelès, Le Barcarès, St Cyprien, etc., beaucoup d'Espagnols ont dû rejoindre les Compagnies de Travailleurs Étrangers CTE, ou des Bataillons de Marche. Une fois capturés par les Nazis pendant la *Débauche* de mai-juin 1940, ils furent sortis des *Stalags* et déportés à Mauthausen, comme des apatrides sans aucune protection juridique de la France de Vichy ni de l'Espagne de Franco et avec la complicité de la dénonciation d'officiers français. À Mauthausen, les Espagnols *portaient* le triangle bleu des apatrides. De plus, grâce au zèle collaborateur du directeur du camp des réfugiés de Les Alliers (Charentes), Aristide Soulier, qui dénonça une improbable cachette d'armes des Espagnols rescapés de la *Débauche*, le premier convoi de déportés grâce à la collaboration française est parti le 20 août 1941 vers le camp de Mauthausen (Montse Armengou et Ricard Belis, *El convoy de los 927*. Barcelona: Plaza y Janés, 2003 100 et suiv).

Bernard Sicot dans *Djelfa 41-43* (PDF inclus) affirme que je ne tiens pas le moindre compte des “différences objectives établies par les historiens entre les divers systèmes concentrationnaires” (274) . Comme nous verrons, il a aussi supprimé la phrase clef où je donnais les détails de ma comparaison. Mais qui sont ces historiens? Ceux de l'histoire à l'heure de la science non sujette à révision, particulièrement — celle de Bernard Sicot qui se réfère « **surtout** » à Denis Peschanski en autorité (14) qui a

representación ideológica y política como lo muestra en 1793, el artículo 120 de la Constitución en el que se da refugio a los extranjeros desterrados de su patria por causa de la libertad (Tiberghien 25). Por ello, la intramemoria concentracionaria republicana en Francia aparece como clave para actualizar las contradicciones del liberalismo universal europeo del que la sociedad española hoy cree participar con plenitud de derechos, pero con mínimos deberes ». José María Naharro Calderón "¿Y para qué la literatura del exilio en tiempo destituido?" (*El exilio literario español de 1939: Actas del Primer Congreso Internacional*. Vol. 1. San Cugat del Vallès: Gexel-Cop d'Idees, 1998, 63-83).

² Paradoxalement, une partie de cette citation a été empruntée par Bernard Sicot dans son édition de Max Aub, *Journal de Djelfa*, Perpignan, Mare Nostrum 2009, 27. Dans mon texte je cite **en rouge** les sections **amputées** par Sicot et nous tirerons plus loin des conclusions sur l'isotopie de cette pratique. [Toutes les traductions sont miennes].

maintenu la nomenclature de l'internement et qui écarta dans son travail la plus grande partie de l'évidence des camps d'Afrique du Nord dans son ouvrage de référence : *La France des camps: l'internement (1938-1946)*. Paris: Gallimard, 2002 ?

Curieusement, Sicot ne se réfère pas à un article clarificateur de notre collègue Geneviève Dreyfus-Armand, dans un volume édité par lui-même.³ L'historienne qui ne parle, en particulier, ni du Vernet ni des camps d'Afrique du Nord, les plus répressifs, signale l'importance mémorielle de la terminologie « concentration » entre les républicains espagnols : « Au-delà du contenu véritable du mot 'camp de concentration', ce qui est en jeu, dans son emploi récurrent, c'est le poids mémoriel d'un vécu longtemps oblitéré voire occulté ». Même si après son analyse, "il n'est guère possible de conclure sur un emploi adéquat ou non de tel terme plutôt que de tel autre pour ces camps", elle ajoute significativement en s'appuyant sur Robert Antelme dans *L'espèce humaine* que « l'expression *camp de concentration* a été employée tout au long du XX^e siècle pour désigner des réalités diverses mais toutes synonymes de privation de liberté et de non-droit ».

Voilà la première de mes citations manipulées et ma traduction en français avec **les fragments cités par Sicot en vert** et **mes sections amputées en rouge**.
"Il est clair que l'on peut faire réaliser des abondantes analogies entre les frontières du Vernet et Djelfa et l'univers concentrationnaire nazi. **Sans chambres à gaz, les camps français visités par Aub contenaient tous les ingrédients de l'extermination: températures extrêmes, manque de nourriture, inexistence de soins sanitaires, épidémies de typhus, poux et d'autres plaies, mauvais traitements et tortures, hiérarchie répressive des gardiens externes et internes provenant des rangs des internés mêmes à la façon de la structure SS/Kapos, travaux forcés pour le bénéfice de la hiérarchie officielle de la répression, etc ... D'une certaine façon Djelfa possédait, dans les cellules de Caffarelli, les marches de la carrière de Mauthausen. En tout cas, le cadavre de *El Málaga* 'horrible tellement il était maigre, les yeux ouverts, brillants et exorbités comme des boules' pourrait bien se trouver entassé au milieu des millions de cadavres de la terreur nazie".⁴**

³ "De quelques termes employés (camps d'internement, de concentration, d'extermination) : de leur signification historique à leur poids mémoriel". *De l'exil et des camps. Écrire et peindre, de Max Aub à Ramón Gaya*. Ed. Bernard Sicot. *Regards* 12, 2008. 19-31.

⁴ Es obvio que se podrían realizar abundantes analogías entre las fronteras del Vernet y Djelfa y el universo concentracionario nazi. Sin cámaras de gas, los campos franceses que visitó Aub contenían algunos de los ingredientes de la muerte por maltrato y muerte pasiva: temperaturas extremas, falta de alimentación, inexistencia de cuidados sanitarios, epidemias de tifus, piojos y otras plagas, malos tratos y torturas, jerarquía represiva de guardianes externos e internos procedentes de las filas de los propios internados a modo de la estructura SS/Kapos, trabajos forzados para los beneficios de la jerarquía oficial de la represión, etc. De alguna forma Djelfa poseía su escalera de la cantera a lo Mauthausen en las celdas de castigo de Caffarelli. En todo caso, el cadáver de *El Málaga* "horrendo de delgado, con los ojos abiertos, brillantes y salidos como birlas" bien podría estar amontonado entre aquellos millones de cadáveres del terror nazi ». (José María Naharro, « Max Aub y los universos concentracionarios ». Max Aub (1903-1972): enracinements et déracinements. Eds. Marie Claude Chaput et

Mon affirmation que des camps français comme Le Vernet ou Djelfa partageaient des similitudes (*ingrédients*) avec des camps nazis évidemment ne veut pas dire qu'on exterminait les prisonniers *a tesdeco modo*, mais qu'on ne faisait pas grand chose pour empêcher leur mort avec un traitement similaire et les *ingrédients* que Bernard Sicot décrit avec détail dans son livre. Mais pour un défenseur des droits universels, la mort d'un être humain due à l'enfermement forcé est un crime où qu'on le place. D'ailleurs dans les camps nazis de concentration type Dachau ou Buchenwald ou Mauthausen, il y avait aussi des infirmeries!

À continuation, l'autre de mes **citations manipulée et amputée** avec ma traduction en français **avec les fragments cités par Sicot en vert** et ceux qui ont été **amputés en rouge**.

« Mais surtout, ce qui était abominable à Djelfa se reflète dans les instructions que l'Amiral Darlan même, homme fort du cabinet de Vichy, envoyait au Gouverneur Général d'Algérie, le 12 mars 1941, ouvrant la porte aux abus systématiques dans un simulacre de légalité: *Les individus astreints à résider dans un centre de séjour surveillé sont, non pas des condamnés, mais de simples internés administratifs, mis aussi dans l'impossibilité de poursuivre leur action néfaste, mais qu'on ne saurait, sans illégalité soumettre à un régime de travail forcé. Pour éviter l'entrave légale que Vichy se gardait toujours d'évader directement en reflétant l'ambigüité entre droits et abus, entre universalisme et privilège, Darlan suggérait que le bénéfice personnel des internés favorisait qu'ils ne demeurent point inactifs, en donnant au Gouverneur la latitude sur ce qui concerne l'utilisation de main d'oeuvre et on lui recommandant la création d'ateliers pour objets dont la vente serait au profit des internés* [Archives Nationales D'Outre-Mer, 9H120]. Cette espèce de "solution finale" *ma non troppo* par laquelle on arrangeait tant le côté budgétaire comme le répressif, transcende la responsabilité de ceux que les chroniques de Aub on pourrait interpréter comme abus personnels d'un tortionnaire quelconque particulièrement excessif : los sinistres Lieutenant Combs du Vernet ou l'Adjudant Gravelle de Djelfa ... »⁵

Bernard Sicot. Paris: Université de Nanterre, 2004, 116).

⁵ Pero sobre todo, lo ominoso de Djelfa se refleja en las instrucciones que el propio Almirante Darlan, hombre fuerte del gabinete de Vichy, le enviaba al Gobernador General de Argelia, el 12 de marzo de 1941, abriendo la puerta para los abusos sistemáticos dentro de un simulacro de legalidad: *Les individus astreints à résider dans un centre de séjour surveillé sont, non pas des condamnés, mais de simples internés administratifs, mis aussi dans l'impossibilité de poursuivre leur action néfaste, mais qu'on ne saurait, sans illégalité soumettre à un régime de travail forcé. Para evitar el escollo legal que Vichy se guardaba siempre de burlar directamente, refractando la ambigüedad entre derechos y abusos, entre universalismo y privilegio, Darlan sugería que el beneficio personal de los internados favorecería qu'ils ne demeurent point inactifs, dándole al Gobernador la latitude sur ce qui concerne l'utilisation de main d'oeuvre y recomendarle la creación de ateliers pour objets cuya venta sería au profit des internés. Esta especie de "solución final" ma non troppo por la que se arreglaba tanto el apartado presupuestario como el represivo, trasciende la responsabilidad de lo*

Pour affirmer que j'ai déclaré que Djelfa était une *solution finale* [en italique], que j'ai banalisé la Shoah, Sicot a manipulé/amputé/caché encore presque toute la citation et la traduction (*traduttore-traditore*). Dans mon texte, je montrais **clairement** comment l'amiral Darlan, chef du Gouvernement de Vichy, un collaborateur de la première heure, nommé successeur de Pétain, se défaussait en offrant la possibilité d'une *solution finale ma non troppo* bureaucratique pour le traitement des internés dans les camps d'Algérie [et j'ai précisément utilisé des italiques]. Cette référence était posée et modifiée dans mon texte pour toute autre chose qu'une référence à la Shoah : elle éclaircisait la manipulation bureaucratique pour le gouverneur d'Algérie, à fin de lui laisser les mains libres pour exploiter et mâter en même temps les déportés dans les camps de ce territoire colonial. Darlan utilisait donc un langage *newspeak* proche de celui du nazi pour écarter l'écueil légal du statut d'*internés*, une stratégie de simulacre suivie par les Nazis qui ont toujours cherché, comme a essayé de le démontrer Eichmann à Jérusalem, un processus légal pour leurs pires aberrations.

Mais M. Sicot a truqué mes propos, et en les altérant a forgé, lui, un inacceptable amalgame manipulateur : "Forgeant ensuite un étrange et inacceptable oxymore qui banalise le génocide des juifs, il se réfère, toujours à propos de Djelfa, à une '**sorte de solution finale ma non troppo**'" [sic] Sicot (275). Même après que lui-même ait cité les passages de Darlan dans son texte (139) en les anticipant d'une remarque « sur la perversité d'un système de 'travaux forcés' qui peut rappeler celui des bagnes » (138).

Il est clair que Sicot déforme systématiquement mes propos pour les amalgamer hors de leur contexte totalitaire et les ramener à des logiques de répression ordinaires réglées par le pouvoir judiciaire de l'ancien régime ou postrévolutionnaire face à l'arbitraire des défis de la répression des camps. Sommes-nous devant une démarche académique proche de celle de la raison d'état dénoncée par Hannah Arendt dans *The Origins of Totalitarianism* pour la mémoire des camps? Je ne comprends pas cette démarche provenant d'un chercheur que j'ai toujours respecté, avec lequel j'ai maintenu une relation de pleine cordialité académique et personnelle et avec lequel mes différents à ce sujet ont été basés sur mes analyses les plus exhaustives possibles, établies, présentées et contrastées devant de nombreux chercheurs internationaux,⁶ bien avant

que, en las crónicas aubianas, se podría interpretar como abusos personales de algún torturador particularmente excesivo: los siniestros Teniente Combs del Vernet o el ayudante Gravelle de Djelfa...

(José María Naharro, « Los universos concentracionarios de Max Aub » *Max Aub (1903-1972): enracinements et déracinements*. Eds. Marie Claude Chaput et Bernard Sicot. Paris: Université de Nanterre, 2004, 116-117).

⁶ Le Prof. Javier Lluch a remarqué récemment la pertinence de mes propos concentrationnaires en citant de même ceux de Bernard Sicot au sujet du besoin de clarification pour une certaine nomenclature sur les *centres d'hébergement*. Je suis évidemment en accord pour la clarification de la terminologie mais en désaccord avec les objectifs euphémistiques cachés sous la nomenclature des camps de réfugiés, d'internement :

« Abierto sigue el debate [nota 18] en torno a la denominación de los campos franceses: ¿de internamiento, de refugiados, de concentración...? Comparto esta última opción porque objetivamente responde al tratamiento que entonces recibieron y porque,

que Bernard Sicot ne s'intéresse à l'histoire des camps français.

Sicot pourtant affirme : « La norme à Djelfa et ailleurs –faim, hygiène plus que précaire, brimades, punitions, châtements corporels et décès – relève de ce que Sylvie Thénault appelle ' la violence ordinaire ' dans l'Algérie coloniale et qui se répétera dans les centres et les camps de regroupement de la guerre d'indépendance. Cette violence ordinaire –odieuse mais pâle réplique de celle des camps nazis – s'exerça particulièrement dans les trois camps dont les responsables furent inculpés et jugés » (276).

concentracionario, se presenta además en textos escritos por quienes los habitaron: por ejemplo, en 1941 Manuel García Gerpe publicó *Alambradas* con el subtítulo *Mis nueve meses por los campos de concentración de Francia*; Manuel Andújar (1990) tituló su obra testimonial *Saint Cyprien. Campo de concentración*; y el poeta Celso Amieva, quien estuvo en Argelès, Barcarès y Bram, utilizó tanto 'concentración' como 'internamiento'.

Con razón señaló Naharro-Calderón que otra denominación no es sino un eufemismo administrativo, pues una normativa legal del 12 de noviembre de 1938 permitía internar a los indeseables en recintos concentracionarios. En esta línea se inscriben voces como la de Tristan Castanier, quien abre su obra sobre la maternidad suiza de Elna señalando que utiliza 'concentración' por ser la "mention majoritairement employée dans les archives dépouillées".

Con 'internamiento' la historiografía francesa traza distancias y se distingue de los campos nazis, a los cuales en tantos casos se arribaba desde los franceses: a Mathausen y Dachau, pongamos por caso, fueron deportados muchos españoles, como les sucedió a Agapito Martín y Víctor Cariño tras su paso por Francia.

En aquel contexto, al pervertidor lenguaje del poder se añadía la apropiación de la memoria de la ciudadanía y la instauración de un discurso oficial, como también sucedió en Alemania o en la España franquista »

Note 18 : « Incluso problemático es el propio concepto de 'campo'. Por ejemplo Bernard Sicot (Sicot, B.: "Literatura española y campos franceses de internamiento. Corpus razonado (e inconcluso)", *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 3, 2008. [Http://ccec.revues.org/2473?lang=en](http://ccec.revues.org/2473?lang=en)) afirmó: "Resulta abusivo hablar de "campos" a propósito de la mayoría de los *centres d'hébergement* en los que los refugiados (mujeres, niños y hombres mayores de 50 años) vivían a menudo en pésimas condiciones pero generalmente en un régimen de libertad que, por sí sólo contradice el concepto de campo. Eran campos de refugiados (en las primeras semanas) y luego se transformaron en campos de internamiento, con sus distintos sectores (para militares, civiles, mujeres y niños como en Argelès), campos disciplinarios (Le Vernet, Djelfa) o de castigo (Collioure, Hadjerat M'Guil) y agrupamientos de trabajadores extranjeros *Groupements de travailleurs étrangers* (GTE), que antes de Vichy se llamaban *Compagnies de travailleurs étrangers* (CTE). Habría que tener en cuenta la evolución del ambiente y la naturaleza de ciertos campos según la personalidad de los sucesivos mandos, los cambios políticos y bélicos, la evolución del conflicto mundial, favorable o desfavorable a los aliados ».

(Javier Lluch-Prats. "Donde habita la memoria: Testimonios históricos de la diáspora republicana en torno a los campos de concentración franceses". *Tiempos de exilio y solidaridad: la Maternidad Suiza de Elna (1939-1944)*. Eds. Alicia Alted Vigil & Dolores Fernández Martínez. Madrid: UNED, 2014, 142-143).

Serait-ce pour dédouaner ce réseau concentrationnaire français, que Sicot signale que les mauvais traitements des camps d'Afrique du Nord ne proviennent que d'une logique coloniale en tournant le dos au fait que fascisme et colonialisme s'épaulent ? C'est la logique reproduite par les pratiques extrajudiciaires dans les colonies d'Afrique du Nord décrites par Thénault. Sicot se souvient-t'il du paradoxal massacre de Sétif du 8 mai 1945, le jour de la capitulation de l'Allemagne nazie ? A-t-il lu les propos d'Aimé Césaire ou de Franz Fanon et leurs analogies référées dans ma citation (note 1) entre fascisme et colonialisme, des penseurs qui ont ouvert le champ des études postcoloniales, en général, écartées du territoire intellectuel français. Ne devrait t-il pas consulter les études de Zeef Sternhell (entre autres, *Changer le monde par la raison. Entretiens avec Nicolas Weill*. Paris : Albin Michel, 2014)? Celui-ci montre les origines idéologiques du fascisme en France et l'instauration immédiate, rapide et expéditive de décrets fascistes sous Vichy, sans pressions nazis, même sans parti et sans projet ouvertement d'expansion colonialiste. L'absence de ces deux derniers éléments fascistes sont les détails qui habituellement mettent en lumière les derniers bastions de résistance française pour sauver l'honneur de la France de Vichy hors du fascisme, dévoilé par Robert Paxton (*La France de Vichy*. Paris: Seuil, 1973) qui balaya le mythe de la France toute résistante.

Mais Bernard Sicot poursuit sa démarche démystifiante à sa façon : « Outre la nécessité de clarification et de réaction par rapport aux idées reçues, aux impossibles tentés par certains, il convient de tenir compte d'une autre exigence, celle qu'impose le devoir de mémoire ». Je prends précisément à l'appui cette affirmation faussée par Sicot vis à vis mon travail (276) pour revendiquer au contraire le devoir de mémoire envers les concentrés de Djelfa, Le Vernet et d'autres camps français de l'époque.

Je conclus que finalement les méandres langagiers de Sicot ne servent qu' à reidéologiser le roman national sur les camps de *non concentration* français en forme qui évoque le discours sous-jacent des rapports de l'Inspecteur Général des Camps de Vichy, André Jean-Faure, duquel Sicot nous réfère sa naïveté (71). De nouveau ces détours *internent* l'exception française (une autre) comme paradoxalement *a bien vu*, Christian Phéline, l'auteur de la préface de *Djelfa 41-43*. Mes propos pourtant étaient basés sur d'autres (Arendt, Lévi, etc.), et démontraient la collusion, la relation, l'analogie, la similitude, le cordon ombilical avec le monde totalitaire de l'inhumain des camps nazis. Je me dresse contre la logique d'exceptionnalité que fabrique Sicot du simplement, quelques tortionnaires, des fois, à l'écart du *laissez faire, laissez passer* de l'État, dépassaient les limites;⁷ je dénonce la manipulation de la voix du témoin qui n'a, en aucun cas, autorité finale et qui peut bien déclarer comme Lubelski (y avait-il séjourné dans un camp nazi?) que Djelfa « ce n'était quand même pas un camp allemand » (Sicot 274). Et de quel type, se demande-t-on? Dachau de la première heure, Buchenwald de la déportation européenne, Auchwitz-Birkenau? Que prouvent les photos des prisonniers à Djelfa publiés par Sicot qui ne sont pas datées et *possiblement?* prises après le débarquement allié de novembre 1942 (58)? De la

⁷ «Si les 'methodes' employées par quelques sous-officiers nazillons barbares que l'indifférence de leur hiérarchie directe, l'inutilité des inspections et la situation politique et géographique rendaient quasiment libres de leurs mouvements, ne suffisent pas à transformer les deux camps incriminés en camps allemands, il n'en reste pas moins que, comme le précise, durant le procès d'Alger au nom du Ministère public, le commandant Jammes, commissaire du gouvernement, 'HadjeratM'Guil, Djenien Bou Rezg [sont] deux noms qui resteront dans la mémoire des hommes comme ceux d'enfers abominables. Ils évoqueront ausi un régime odieux, qui a foulé aux pieds toutes les libertés" (Sicot 40).

propagande, des moments de relâche, la norme, un endroit de plaisance? On sait bien que les témoignages sont soumis à de nombreuses contraintes et apories!

Ce sont ces apories que Sicot cherche à exploiter pour minorer la réalité des camps français : « [La violence] varia, dans d'autres centres d'internement, en fonction des circonstances, de l'évolution de la situation politique et militaire dans le contexte du conflit mondial mais, surtout, en fonction des hommes chargés de l'encadrement. Certains, à Orléansville, Boghari et Bossuet, cités dans les témoignages, apparaissent comme des hommes au comportement apprécié. Quant aux internés, leur capacité d'organisation, leur aptitude à résister, jouèrent un rôle négligeable pour leur survie mais les meilleurs des témoignages sont loin de retenir à leur sujet des comportements héroïques constants et généralisés. Celui de Paul Zolberg contribue largement à réduire les stéréotypes les plus répandus. D'autres signalent à plusieurs reprises la collusion des anarchistes espagnols avec le système imposé par Caboche» (276).

On continue donc à minimiser l'évidence (consultez la Circulaire du Ministre de L'Intérieur Marcel Peyrouton, du 10 janvier 1941), qui désignait Vernet et Rieucros comme *camps de concentration* (<http://www.campduvernet.eu/>). Et si Le Vernet concentrait, quand on déportait à Djelfa, ce qui était fortement redouté par les prisonniers du Vernet, ils savaient bien que ce n'était pas un centre de vacances! Même si l'assassinat et l'homicide sont deux choses différentes, les chercheurs peuvent reconnaître assez bien la frontière trop floue tracée entre volonté et négligence. Il y eu beaucoup plus de volonté que de négligence par les élites françaises de la Troisième République et de Vichy, pour tenir, pour mettre à l'écart dans des camps de concentration, des individus étrangers ou nationaux considérés dangereux, apatrides et pour leur propos de gauche (communistes, anarchistes, socialistes, trotskistes, etc.).

Paradoxalement, l'évidence apportée par le livre de Bernard Sicot renforce en tout cas tout ceci et malheureusement pour tous ceux qui admirons la grande tradition française des droits humains: ingrédients de répression, mauvais traitements, travaux forcés, morts, présents dans l'extermination nazi ; une *solution finale ma non troppo* pour les aspects financiers-repressifs du complexe concentrationnaire français d'Afrique du Nord, transmise depuis les hautes directives de l'État et exécutée par ces bourreaux *in situ* (p. ex. 136-151). L'importance du livre de Sicot est que l'évidence exhaustive de l'archive en aucun cas ne contredit ce que j'ai remarqué en 2008. Au contraire, il le magnifie en apportant des données précises sur le complexe industriel forcé de Djelfa auquel le commandant militaire des Territoires du Sud, Lupy, qualifiait avec un certain orgueil « d'usine » (145), ce que ratifiaient ses corréligionnaires (Jean-Faure) ou victimes (Roubakine). En effet: un mini Mauthausen *ma non troppo*.

Le livre de Sicot se publie au moment où M. Manuel Valls, le Premier Ministre d'origine catalano-espagnole, s'est rendu une deuxième fois sur les lieux des anciens camps du sud (février 2015 à Argelès et octobre 2015 à Rivesaltes). Cette fois pour inaugurer le Mémorial de ce dernier camp avec un discours plus vaillant du point de vue historique que celui d'historiens qui ont toujours parlé d'internement, mais n'ont jamais osé décrire les relations avec les camps totalitaires (Denis Peschanski, *La France des camps: l'internement (1938-1946)*. Paris: Gallimard, 2002.).

« La dignité : voilà ce qu'on voulait arracher aux personnes enfermées ici. Or, sans dignité, on n'est rien. Cette dignité, nous voulons la leur rendre, aujourd'hui, par cet

hommage.

Imaginons un instant ces familles qui survivaient tant bien que mal : la faim, la maladie, la vermine, le dénuement le plus total. Elles étaient entassées les unes sur les autres. Imaginons ces femmes, ces hommes, lucides sur leur sort, et donc rongés par les pires angoisses. Imaginons ces enfants, pleurant de fatigue, terrorisés par ce qu'ils voyaient dans le regard des adultes.

Le quotidien, ici, fut terrible. Presque autant que ces euphémismes qui voulaient recouvrir la vérité d'un voile pudique : camp de rétention, camp d'internement, camp de regroupement... Pourtant, derrière ces différentes expressions, il y eut une même réalité : un camp d'exclusion fait de mise à l'écart et de mépris total de l'humanité. Ce qui caractérisait ce lieu, ce n'est pas seulement le regroupement, c'est l'ordre du mépris qui y régnait ».

Ces propos de M. Valls ont situé Rivesaltes dans le sillon de ceux de Primo Levi (perte de dignité humaine, etc.). Évidemment, on a caché que ce camp a aussi servi de lieu de triage pour l'expulsion d'étrangers en *situation irrégulière* entre 1986 et 2007, que Calais est un non-lieu digne du souvenir de Rivesaltes et qu'en Europe on fait de la démagogie tout azimut avec les réfugiés du Moyen Orient, pour lesquels, l'Agence Européenne des Frontières vient de recommander le 25 octobre des centres fermés pour réfugiés: ces revenants des années 1930 soumis à la perte de leurs droits. Quelle évidence doit-on présenter pour appeler un chat un chat?

Comme on a vu M. Sicot qualifie d'un ton magistral « la violence [de Djelfa comme] ordinaire – odieuse mais pâle réplique de celle des camps nazis » (273), au moyen d'une palette impressionniste de couleurs pour évaluer la souffrance et la torture, et concède magnanimement que peut-être il faudrait parler de camps de concentration par respect de la nomenclature utilisée par l'administration de l'époque, mais non pas pour la qualité de l'enfermement ni son traumatisme. Il insinue que derrière cette utilisation concentrationnaire dans les publications de chercheurs espagnols, il y aurait une surenchère de devoir de mémoire nationaliste:

« À la rigueur, on peut accepter, pour les camps français, la dénomination 'camps de concentration' puisque c'est ainsi qu'au sens littéral les désignait en 1939 l'administration qui les créa, bien que ce ne fût plus le cas en 1941 [sic]. On peut comprendre également, qu'un nombre d'ex-internés, espagnols en particulier, marqués par les épreuves subies, en aient maintenu l'usage y compris après la libération des camps nazis et que leurs descendants continuent à le faire par fidélité à leurs anciens. D'autant que, deux raisons majeures contribuent à expliquer cette constance terminologique : le fait que, durant la longue parenthèse franquiste et même après, l'opinion publique espagnole n'ait pas été affectée avec la même intensité que celle de la plupart des pays d'Europe, en l'occurrence la française, par la vérité du traumatisme en provenance des camps nazis ; la forte propension de certains historiens à magnifier (au risque de la mythification) le rôle des républicains espagnols – réel mais en somme tout modeste - dans le combat des démocraties, autant pour leur attitude forcément exemplaire dans les « camps de concentration » français ou allemands, à Mauthausen notamment, que pour leur participation courageuse à la Résistance et aux actions 'héroïques' de la 9^e compagnie de la Division Leclerc » (273).

Donc, des livres comme celui de Bernard Sicot circulent maintenant avec des paragraphes manipulés et trompeurs sur le travail académique nuancé d'un chercheur

de la première heure sur cette réalité des camps du mépris en France, mais surtout blessants pour la mémoire des concentrés du Vernet ou de Djelfa: des camps de concentration, comparables à Dachau, créés comme nous verrons avec le même langage administratif qu'utilisait le chef de police nazi, Himmler, contre l'opposition de gauche persécutée et enfermée en Allemagne à partir de 1933.

Que la qualité de l'ignominie n'ait pas été la même au Vernet ou Djelfa ou d'autres camps français par rapport à Dachau ne change rien au niveau de la répression qui s'abîme vers le degré zéro de l'infamie nazi ou soviétique. Mais qui sommes nous, petits penseurs de roue de secours historique bien encadrés dans nos universités du premier monde exclusif pour établir une isotopie colorée de la douleur totalitaire ou de la mort qui nièrent unilatéralement leurs droits fondamentaux à des millions d'être *in-humains*? C'est précisément pour cette raison que nous devons déconstruire et dénoncer le vocabulaire mensonger utilisé par l'administration de la Troisième République ou par la *France libre* de Vichy, perpétué par une historiographie neostructuraliste qui morcelle les évidences et les recolle, comme un prestidigitateur, sans arêtes totalitaires fâcheuses sous des nuances langagières qui dépouillent encore plus la mémoire de son humanité, de son espace de réalité, qui l'enduit d'un bitume vide du contenu de la douleur que nous devons verbaliser. Tout ceci évoque les stratégies dénoncées par Eric Hazan (*LQR : La propagande du quotidien*. Paris: Raisons d'Agir, 2006).

Sicot contredit ainsi les propos d'Annette Wiewiorka dans *L'ère du témoin*, que lui même a cité, où elle souligne l'importance de la voix humaine pour l'histoire: « la rencontre avec une voix humaine qui a traversé l'histoire, et, de façon oblique, la vérité non des faits, mais celle plus subtile mais aussi indispensable d'une époque et d'une expérience» (cit. par Sicot 67).

C'est ce que nous rappelle une citation d'Arthur Koestler qui, d'après le témoignage d'anciens rescapés allemands, place Le Vernet, même en dessous de Dachau, quant à la nourriture, baraquements et hygiène (cette partie de la citation normalement est ignorée et dans ce cas glosée par Sicot où il élimine l'appui des témoins internés allemands ou les ressemblances entre les horreurs du Vernet et Dachau) (Sicot 274) **[citée ici en rouge]**. Sicot semblerait gommer, écarter, gloser tout ce qui nuit à son révisionnisme édulcoré.

Koestler utilise clairement pour son analogie deux registres de températures équivalents puisque le zéro centigrade se traduit en 32 Farenheit et donc affirme l'équivalence de l'infamie, qui évidemment pouvait descendre à Dachau au dessous de zéro:

Les standards de comparaison dans le traitement des êtres humains ayant descendu à des niveaux méconnus, toute plainte résonnait frivole et hors lieu. L'échelle de souffrances et d'humiliations était distordionnée, la mesure de ce qu'un homme peut supporter s'étaient perdu. En Centigrade Libéral, Le Vernet était le point zéro de l'infamie ; mesuré en Farenheit-Dachau, il était encore à 32 degrés au dessus de zéro. Au Vernet, les coups étaient un événement quotidien ; à Dachau, ils duraient jusqu'à ce que mort s'ensuive. Au Vernet les gens étaient tués par manque de soins médicaux; à Dachau, ils étaient tués volontairement. Au Vernet, la moitié des prisonniers dormaient sans couvertures, à vingt degrés sous zéro ; à Dachau, ils étaient enchaînés pour être exposés au froid [...] **Mais il faut aussi mentionner que par rapport à la nourriture, les installations et l'hygiène, Le Vernet était même au**

dessous du niveau d'un camp de concentration nazi. On avait environ une trentaine d'hommes dans la Section C qui avaient été internés auparavant dans plusieurs camps allemands, entre ceux de pire réputation comme Dachau, Oranienburg, et Wolfsbütetel, et ils en savaient quelque chose sur ces questions-là » (Arthur Koestler *La lie de la terre*).⁸

Le Vernet et bien d'autres (Djelfa par la suite, etc.) furent donc des camps de concentration analogues à Dachau où on enfermait administrativement dans l'exception *sine die*, entre autres, la dissidence idéologique (d'abord le Ministre de l'Intérieur et après tous les Préfets) sans recours au droit de justice et avec des conséquences relativement illimitées de persécution, d'enfermement, de travaux forcés et de mort (par exemple, pour 35 d'entre eux à Djelfa), etc. Des camps basées sur des logiques et des comportements répressifs présents aussi et dopés à Dachau, à Buchenwald, à Mauthausen: des camps de concentration.

Les décrets du Premier Ministre Édouard Daladier du 12 novembre 1938, qui permettaient l'internement des "étrangers indésirables", et du 18 de novembre 1939 pour "l'internement de tous les individus Français ou étrangers, considérés comme dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique », les citations supra de Darlan (*mis aussi dans l'impossibilité de poursuivre leur action néfaste*) ne sont pas loin des intentions et du langage d'Himmler lors de l'ouverture de Dachau:

« Le Chef de Police de Munich, Himmler, a émis le bulletin de presse suivante: Mercredi s'ouvrira le premier camp de concentration près de Dachau avec un hébergement pour 5000 personnes. Tous les communistes et quand nécessaire leurs compagnons de voyage du Reich et fonctionnaires socialdémocrates qui mettent en danger la sécurité de l'état doivent y être concentrés, puisqu'au long terme il n'est pas possible de maintenir les fonctionnaires individuels dans les prisons de l'état sans les surcharger, et d'autre part ces gens ne peuvent pas être relâchés car quelques essais ont montré qu'ils persistent dans leurs efforts d'agiter et de s'organiser aussitôt qu'ils sont relâchés. On a pris ces mesures sans égard pour d'autres considérations secondaires et sommes convaincus qu'elles auront un effet calmant sur la nation pour l'intérêt de laquelle on a agi. Le Chef de Police Himmler a assuré par la suite que cette sauvegarde protectrice ne sera appliquée que pour la durée nécessaire. »⁹

⁸ [**"The standard of comparison in the treatment of human beings having crashed of unheard-of depths, every complaint sounded frivolous and out of place. The scale of sufferings and humiliations was distorted, the measure of what a man can bear was lost. In Liberal-Centigrade, Vernet was the zéro-point of infamy ; measured in Dachau-Fahrenheit it was still 32 degrees above zero.** In Vernet beating-up was a daily occurrence; in Dachau it was prolonged until death ensued. In Vernet people were killed for lack of medical attention; in Dachau they were killed on purpose. In Vernet half of the prisoners had to sleep without blankets in 20 degrees of Frost ; in Dachau they were put in irons and exposed to the Frost [...]. **But it must also be mentioned that as regards to food, accommodation and hygiène, Vernet was even below the level of Nazi concentration camps. We had some thirty men in Section C who had previously been interned in various German camps, including the worst reputed, Dachau, Oranienburg, and Wolfsbütetel, and they had expert knowledge of these questions » (Arthur Koestler *Scum of the Earth 1941. London : Eland, 1991, 95-97*).**

⁹ ["The Munich Chief of Police, Himmler, has issued the following press announcement: On Wednesday the first concentration is to be opened near Dachau with accommodation for 5000 persons. All communist and-where necessary –"Reichsbanner" and Social Democrat functionaries who endanger state security are to be concentrated here, as in the long term it is not possible to keep individual functionaries in the state prisons without overburdening these prisons, and on the other hand these people cannot be released

Mais même dans l'horreur de ce qui débuta à Dachau, les premiers morts chez les prisonniers de ce camp furent l'objet d'une instruction par le Procureur Chef de Munich, M. Wintersberger, ouverte le premier juin 1933 et qui fut finalement écartée par les soins du Ministre de l'Intérieur bavarois et son homonyme de la Justice à Munich, Dr. Frank et par le Bureau du Procureur à Munich le 27 septembre 1934 (*Concentration Camp Dachau, 1933-1945*. Comité International de Dachau, Brussels, 1978, 185-193).

Comme nous le savons bien, aucun décès de l'*internement* français ne fut soumis durant sa durée répressive au regard judiciaire, preuve de la rigueur d'exclusion de la concentration française qui dépendit exclusivement du savoir faire arbitraire de la police, des préfets et du Ministre de l'Intérieur : de l'aléatoire le plus total de la concentration.

Le travail des historiens doit donc s'efforcer à retenir et faire valoir les éléments discordants face aux discours établis, entre autres, originellement par la raison française avec la loi des Archives qui a nié ou restreint pendant très longtemps la consultation des dossiers du Ministère de l'Intérieur des chercheurs qui n'avaient pas peur d'une *omertà* carriériste (dérogation, empêchement de citations de noms, pas de photocopies ou reproductions des documents, etc ..). Mais dans l'histoire des camps français de l'époque, on trouve une isotopie et analogie d'effondrements des droits humains qui nous amènent sur les pas d'une concentration universelle : de la Sibérie à l'Afrique, de l'Asie à l'Amérique passant par l'Europe et l'Océanie. Ce sont ces zones grises que nous devons faire remarquer par notre travail de questionnement renouvelé où la parole du témoin est encore plus valable dans le contexte de l'archive et l'analyse théorique de tous les éléments discordants. Si les persécutés des camps français ont répétés *ad nauseam* qu'ils ont été enfermés dans des camps de concentration, c'est tout d'abord à cause d'une logique d'exception et de suppression de droits qui s'étaient déjà donné en Allemagne nazi, l'Italie fasciste, l'Espagne de Franco ou l'Union Soviétique de Staline. C'est dans ce glissement dénoncé par Primo Levi, analysé par Hannah Arendt, ratifié par Alain Chouraqui, Étienne Tassin, Enzo Traverso etc. que s'ouvrent les portes insondables de la concentration. C'est dans le contexte éthique des expériences des absents, trop de fois intraduisibles, car ils n'ont jamais pu raconter leurs histoires, que nous devons faire un effort de verbalisation de cet indicible, de subjectivation du survivant,¹⁰ rescapé face à la non-subjectivation du disparu: « les hommes sont des hommes quand ils témoignent sur les non-hommes » (Giorgio Agamben *Lo que queda de Auschwitz : El archivo y el testigo Homo Sacer III*. Valencia, Pre-textos, 127). C'est dans l'esprit dénoncé par Albert Camus dans *La peste* contre le conformisme idéologique, entre autres, que nous devons toujours travailler.

because attempts have shown that they persist in their efforts to agitate and organize as soon as they are released. We have taken these measures without regard to any petty considerations and are convinced they will have a calming effect upon the nation in whose interest we have acted. Police Chief Himmler further assured that protective custody is only to be enforced as long as necessary" (*Concentration Camp Dachau, 1933-1945*. Comité International de Dachau, Brussels, 1978, 46)].

¹⁰ Survivant enrobe ceux qui vécurent la situation extrême d'un camp de concentration dans ses différents degrés et non seulement ceux de la "mort de masse" comme veut le galvauder Sicot (66), en s'appuyant erronément sur Wieviorka (*L'ère du témoin*, Paris : Plon, 1998, 120).

J'ai donc adapté, pour clarification, une terminologie sur les camps de concentration (Jan Stanislaw Ciechanowski, "Los campos de concentración en Europa. Algunas consideraciones sobre su definición, tipología y estudios comparados". *Los campos de concentración franquistas en el contexto europeo*. *Ayer* 57 Revista de Historia Contemporánea, Madrid, 2005, 51-79). Par leurs monstruosités, (camps de concentration d'extermination nazis), par leurs perversités extrêmes (camp de concentration d'extermination relative: Buchenwald, Dachau, Mauthausen ou soviétiques du Gulag), par leur répression arbitraire (camps de concentration de mortalité relative comme Le Vernet, Djelfa, Albaterra, etc.), ou par leur deshumanisation relative (camps de réfugiés français pour les Espagnols de 1939 ou ressortissants [Rolland-Garros, Les Milles]). Tous ces camps s'enracinent à travers les troncs communs de la négation des droits universels, des *non-hommes*. Les nommer simplement avec une nomenclature de l'archive (réfugiés, internement, centre de séjour surveillé) ne sert qu'à garder, dans ce cas, la manipulation langagière des régimes démocratiques (Troisième République) et/ou fasciste (Vichy) qui les utilisèrent pour maintenir à l'écart et/ou rendre invisible un large collectif d'êtres humains.

Finalement, le livre de Bernard Sicot, plein d'évidences de ce que représenta la portée de la répression concentrationnaire dans les camps français d'Afrique du Nord, nous apporte et ratifie ceux que d'autres nous avons manifesté antérieurement: les ingrédients du concentrationnaire qui touchèrent en divers degrés et quantités un vaste collectif d'antifascistes déportés et enfermés.

Malheureusement, aujourd'hui on récupère l'actualité de la phrase d'Antonio Gramsci dans ses *Notes depuis la prison*: "l'histoire enseigne mais n'a pas d'élèves". En février de 1939, près d'un demi million de réfugiés espagnols qui entrèrent en France furent amalgamés négativement par un courant important de l'opinion publique de l'époque: le péril rouge des indésirables. De nouveau, ces imaginaires font surface sous le terrible choc de la violence dans les rues de Paris, dans un quartier populaire à Beirut (et combien d'autres ... ?). Les possibles répercussions planent dues à une politique de la peur et les pressions des migrants (nouveau euphémisme pour notre fausse conscience occidentale), entre autres, ceux du Moyen Orient sur nos frontières. Des portevoix du parti des *Républicains* reparlent déjà de l'internement ... On vit avec sa répétition dans le non lieu à Guantanamo ...

L'histoire de ces camps de concentration de la honte n'est pas seulement une question de nomenclature. Il s'agit surtout de comment les fils de barbelés des contradictions de nos universalismes *peuvent* en cacher bien d'autres camps. Comme l'affirmait Benjamin Franklin: "Ceux qui échangent la Liberté essentielle, pour acheter un peu de Sécurité temporelle, ne méritent ni la Liberté ni la Sécurité".¹¹

¹¹ « Those who would give up essential Liberty, to purchase a little temporary Safety, deserve neither Liberty nor Safety » (« An Historical Review of the Constitution and Government of Pennsylvania ». *Memoirs of Benjamin Franklin*. Vol II. Philadelphia: Mccarty & Davis, 1840, 99). Tout de même, il faut bien encadrer le contexte historique de cette citation à propos d'un débat parlementaire sur les budgets pour la protection armée des colons sur les frontières de la Pennsylvanie.